



31 juillet 2014

Rapport financier semestriel juin 2014

Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité

Sommaire

Chapitre 1 - Personne responsable

Responsable du rapport financier semestriel

Attestation du responsable

Chapitre II - Les comptes semestriels

Rapport semestriel d'activité

Comptes consolidés « condensés »

Chapitre III – Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

Chapitre IV – Documents accessibles au public

Documents accessibles au public

Responsables de l'information

Responsable du rapport financier semestriel

M. Michel Lucas, Président directeur général

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 31 juillet 2014

Michel Lucas
Président directeur général



Rapport semestriel d'activité juin 2014

PREMIER SEMESTRE 2014

Les chemins de sortie de crise se sont précisés dans le courant du premier semestre, marquant des différences croissantes à travers le monde. L'Europe peine à trouver des ressorts d'activité, pénalisée par des efforts d'économie budgétaire toujours importants. Aux Etats-Unis, la reprise a été confirmée, mais reste toujours fragile. Même constat au Japon, où les politiques très accommodantes menées par le gouvernement semblent se diffuser dans l'économie, même si le schéma de croissance est fortement perturbé par la hausse de la TVA effective en avril. Enfin, les pays émergents continuent de souffrir des effets du resserrement monétaire enclenché en 2013 pour juguler les sorties de capitaux, mais les derniers indicateurs avancés annoncent la fin de la dégradation de la conjoncture.

Depuis le début de l'année, la zone euro a enfin sorti la tête de l'eau. Son rythme d'expansion est devenu positif au premier trimestre, et les dernières statistiques restent à un niveau encourageant. La fin des programmes d'aide internationale s'est faite sans heurt pour l'Irlande et le Portugal, qui ont bénéficié de l'intérêt grandissant des investisseurs en quête de rendements pour les obligations souveraines, même les plus risquées de la zone euro. Néanmoins, le risque de déflation a refait surface, du fait d'une poursuite de la décélération du taux d'inflation à des niveaux très faibles (0,5% en juin), et la dynamique globale reste toujours faible. Dans ce contexte, la Banque Centrale Européenne (BCE) a choisi de se montrer plus conciliante, en rassurant dans un premier temps sur sa capacité à agir si nécessaire, et en annonçant enfin des mesures d'assouplissement monétaire en juin. Celles-ci visent à soutenir l'activité de crédit dans la zone, via des mesures d'octroi de liquidité bon marché au système bancaire. Elle a par ailleurs abaissé son taux de dépôt en négatif, pour la première fois de son histoire.

Ces choix très prudents de la BCE se sont accompagnés d'une posture toujours conciliante de la Commission européenne vis-à-vis des plans budgétaires présentés dans le cadre du Semestre européen.

La France a notamment obtenu un satisfecit de Bruxelles, bien qu'elle peine à crédibiliser sa trajectoire de déficit. Certes, le gouvernement français a prouvé son volontarisme en promettant un vaste programme d'économies budgétaires d'ici 2017 (69 MM€). Il a par ailleurs confirmé un changement de discours plus favorable à la politique de l'« offre », en annonçant des réformes structurelles visant à soutenir la compétitivité des entreprises françaises, tout en renforçant les aides aux ménages les plus modestes. Mais, au regard des derniers indicateurs statistiques, la prévision du gouvernement (1% en 2014) apparaît trop optimiste. Les chiffres du premier trimestre sont en effet décevants, aussi bien sur le niveau d'activité (0% en comparaison trimestre), que sur les composantes : les seules contributions positives sont apportées par la variation des stocks, par nature volatile, et par les dépenses publiques. Un sentiment partagé par de nombreuses institutions (notamment Insee, Haut conseil des finances publiques et Cour des Comptes), et qui renforce la probabilité d'un nouveau dérapage budgétaire cette année.

Aux Etats-Unis, des conditions climatiques particulièrement difficiles ont pénalisé l'activité en fin d'année 2013 et début d'année 2014. Mais à mesure que l'effet climat se dissipait, de bonnes statistiques ont par la suite rassuré quant à la capacité de l'économie américaine à reprendre une dynamique positive. Néanmoins, les chiffres particulièrement dégradés pour le T1-2014, et une dualité toujours forte observée sur le marché du travail, ont encouragé la Fed à maintenir une posture très prudente. Par ailleurs, le secteur immobilier, fer de lance du modèle américain, peine à trouver un nouveau souffle malgré la dissipation des effets climatiques. Dans ce

contexte, la banque centrale a maintenu un ton accommodant, afin de repousser dans le temps les anticipations de remontée des taux directeurs. Elle a toutefois poursuivi le ralentissement de ses achats d'actifs, à un rythme inchangé de 10 MM\$ de baisse après chaque réunion de politique monétaire.

Les pays émergents ont continué de souffrir, dans leur ensemble, des politiques restrictives mises en place courant de 2013 pour juguler les fuites de capitaux et réduire leur dépendance aux financements étrangers. Les freins à l'importation, notamment en Inde, pour redresser le solde courant, ou encore les hausses des taux directeurs particulièrement marquées au Brésil depuis le milieu de l'année 2013 ont en effet limité leur capacité de rebond. Les chiffres du premier trimestre font état d'un ralentissement généralisé dans ces pays. L'incapacité en début d'année de trois banques centrales (Argentine, Russie, Turquie) à tenir le cours de leur devise a par ailleurs mis en lumière les risques de crise de change. Dans le courant du T2, les pays en développement ont néanmoins bénéficié d'une posture plus prudente de la Fed, permettant une accalmie sur leurs devises. Ce répit a été mis à profit par plusieurs pays pour accélérer les programmes de réformes structurelles, en regagnant en résilience et en attrait pour les investissements étrangers. Les enquêtes de confiance permettent désormais de tableer sur une stabilisation des rythmes de croissance.

En Chine, le gouvernement a confirmé sa volonté d'initier un tournant dans le modèle économique du pays. Il a notamment multiplié les initiatives visant à décourager la spéculation en autorisant les premières faillites d'entreprises, ou encore en assouplissant son contrôle sur le taux de change du renminbi qui s'est nettement déprécié. En contrepartie, le gouvernement est resté présent pour limiter tout risque de ralentissement en multipliant les mesures ciblées de soutien à l'économie incluant des plans de dépenses dans les infrastructures, ou encore le desserrement des contraintes sur les octrois de crédits.

Au Japon, les signaux conjoncturels ont été plutôt bien orientés depuis le début de l'année, donnant davantage de crédit à l'*Abenomics*, la stratégie économique du Premier Ministre. Ainsi, malgré le choc lié au rehaussement de la TVA effective le 1^{er} avril, la progression des salaires et l'amélioration de la confiance des agents japonais ont permis de laisser le bénéfice du doute à la Banque du Japon (BoJ) qui a pu décider d'un statu quo monétaire. Pour autant, l'inflation reste artificiellement gonflée par le renchérissement des taxes, et les exportations sont décevantes malgré la faiblesse du yen. Dans ce contexte, la BoJ a renforcé la pression sur le gouvernement pour qu'il prenne le relais de la politique monétaire. Dans cette lignée, le Premier Ministre Shinzo Abe a enfin détaillé en fin de semestre son programme de réformes structurelles, la « troisième flèche » de l'*Abenomics*.

Enfin au Royaume-Uni, les bonnes surprises se sont multipliées dans le courant du semestre sur le front conjoncturel. Par ailleurs, la progression rapide de l'endettement des ménages et l'érosion de leur épargne, ainsi que le renforcement des inquiétudes sur le gonflement d'une bulle immobilière au regard de la progression très marquée du prix des habitations, a fait craindre une action très rapide de la Banque d'Angleterre (BoE). Pour autant, l'institution a fait le choix d'agir via la réglementation. Elle a notamment choisi d'encadrer plus strictement le crédit immobilier via des mesures limitatives imposées aux banques. Ceci lui permet de temporiser, et éviter ainsi d'avoir à remonter trop rapidement ses taux directeurs.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE

Analyse du bilan consolidé

Les principales évolutions du bilan consolidé sont les suivantes :

- Les crédits à la clientèle s'élèvent au 30 juin 2014 à 139,9 milliards d'euros, en progression de 3,5 % par rapport au 30 juin 2013 portés par les crédits d'équipement (+4,5%) et les crédits à l'habitat (+2,9%).

- Les dépôts de la clientèle progressent de 7,7% à 116,1 milliards d'euros. Les principales augmentations concernent les comptes courants (+ 11,4%) et les bons de caisse et comptes à terme (+7,9%).

Il en résulte un ratio « crédits/dépôts », rapport exprimé en pourcentage entre le total des crédits nets et les dépôts bancaires de 120,5% au 30 juin 2014 contre 125,4% au 30 juin 2013.

L'épargne financière gérée et conservée atteint 238,7 milliards d'euros.

Les capitaux propres, gages de solidité financière, s'élèvent à 11,8 milliards d'euros.

Le ratio de fonds propres CET1 est estimé à 11,5% au 30 juin 2014, les fonds propres prudentiels CET1 (« common equity tier1 » ou fonds propres de catégorie 1) du numérateur, à 10,5 milliards d'euros. Ces calculs sont sans mesures transitoires.

Le CIC, filiale de la BFCM (groupe CM11-CIC), est noté à long terme : A avec perspectives négatives par Standard & Poor's, Aa3 avec perspectives négatives par Moody's et A+ avec perspectives stables par Fitch Ratings.

Analyse du compte de résultat consolidé

Préambule : Les données à fin juin 2013 ont été retraitées pour neutraliser l'impact de la sortie du périmètre de consolidation de CM-CIC Gestion au 31 décembre 2013 et de SNC Saint-Pierre au 1^{er} janvier 2014. Cela se traduit au 30 juin 2013 par une baisse du PNB de 15 millions d'euros et des frais généraux de 13 millions d'euros et de l'impôt de 1 million d'euros. Les données retraitées sont indiquées par un *.

(en millions d'euros)	juin-14	juin-13	Variation 1S14/1S13	juin-13 retraité*	Variation* 2014/2013	déc-13
Produit net bancaire	2 304	2 298	0,3%	2 283	0,9%	4 466
Résultat brut d'exploitation	778	760	2,4%	758	2,6%	1 578
Résultat avant impôt	822	623	31,9%	621	32,4%	1 280
Résultat net part du groupe	691	419	64,9%	417	65,7%	845

*Après retraitement de l'impact de la sortie du périmètre de consolidation de CM-CIC Gestion et SNC Saint-Pierre.

Le Produit net bancaire progresse de +0,9%* à 2 304 millions d'euros. Il est marqué par un renforcement du poids de la banque de détail (73% du PNB total contre 72% à fin juin 2013).

Les frais de gestion sont stables à 1 526 millions d'euros (+0,1%*).

En conséquence, le résultat brut d'exploitation s'améliore de 2,6%*, tout comme le coefficient d'exploitation qui passe en un an de 66,8% à 66,2%*.

Le coût du risque diminue pratiquement de moitié, à 79 millions d'euros contre 145 millions d'euros à la fin du 1^{er} semestre 2013 sous l'effet d'une baisse du coût du risque avéré de 38 millions d'euros et d'un écart favorable sur les provisions collectives de 28 millions d'euros. Le coût du risque annualisé de la clientèle rapporté aux encours de crédits s'élève à 0,18 % et le ratio de couverture globale des créances douteuses atteint 50,2%.

La quote-part des résultats mis en équivalence atteint 123 millions d'euros contre 7 millions d'euros un an plus tôt. Cette variation résulte pour l'essentiel de la cession des titres de Banca Popolare di Milano (BPM), dont le CIC détenait 6,6% du capital.

Le résultat net comptable s'établit à 694 millions d'euros, en hausse de 65%.

ANALYSE PAR ACTIVITE

Description des pôles d'activité

La banque de détail regroupe d'une part, le réseau bancaire composé des banques régionales et du réseau CIC en Ile-de-France et d'autre part, les métiers spécialisés dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau bancaire : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, gestion collective pour compte de tiers, épargne salariale, immobilier. L'activité d'assurance consolidée par mise en équivalence y est rattachée.

La banque de financement regroupe le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international.

Les activités de marché comprennent les investissements dans les activités de taux, actions et crédits (ITAC), ainsi que l'intermédiation boursière.

Les activités de banque privée regroupent les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.

Le capital-développement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière sont composés d'entités dédiées. L'ensemble du portefeuille est valorisé en juste valeur par option.

La holding rassemble les éléments non affectés à une autre activité.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés à l'exception du CIC qui bénéficie d'une répartition analytique de ses comptes individuels.

RESULTATS PAR ACTIVITE

Remarque: Les encours par métiers sont des encours fin de mois.

Banque de détail

(en millions d'euros)	juin-14	juin-13	Variation 1S14/1S13	juin-13 retraité	Variation* 2014/2013	déc-13
Produit net bancaire	1 678	1 648	1,8%	1 633	2,8%	3 330
Résultat brut d'exploitation	528	483	9,3%	481	9,8%	1 128
Résultat avant impôt	457	391	16,9%	389	17,5%	918
Résultat net part du groupe	312	264	18,2%	262	19,1%	604

*Après retraitement de l'impact de la sortie du périmètre de consolidation de CM-CIC Gestion et SNC Saint-Pierre.

Le PNB de la banque de détail atteint 1 678 millions d'euros, en hausse de 2,8%* grâce à une augmentation de la marge nette d'intérêt de près de 7%.

Les frais généraux demeurent inchangés* à 1 150 millions d'euros.

Le coût du risque baisse de 4% à 126 millions d'euros contre 131 millions pour les six premiers mois de 2013.

Sous l'effet de l'évolution favorable du PNB et du coût du risque, le résultat avant impôt de la banque de détail s'établit à 457 millions d'euros contre 391 millions un an plus tôt.

Le résultat net part du groupe de la banque de détail atteint 312 millions d'euros.

Le réseau bancaire

Sur le premier semestre 2014, le développement de l'activité commerciale s'est poursuivi avec une croissance :

- du nombre de clients de 91 611 : particuliers, professionnels et entreprises pour un total de 4 730 881 (+2,0%) ;
- des encours de crédits du réseau bancaire de 2,0% à 105,5 milliards d'euros (dont 2,3% pour l'habitat, 4,1% pour les crédits d'investissement) ;
- des dépôts de 4,8% à 86,8 milliards d'euros (dont 10,2% pour les comptes courants créditeurs, 5,7% pour les comptes à terme et bons) ;
- de l'épargne gérée et conservée de 3,5% à 56,5 milliards d'euros ;
- de l'activité d'assurances IARD (+4,2% du portefeuille à 3 257 474 contrats) ;
- des activités de services (banque à distance : +5,3% à 1 757 961 contrats, téléphonie : + 8,2% à 369 148 contrats, télésurveillance : +10,6% à 82 571 contrats,...).

Le PNB du réseau atteint 1 579 millions d'euros contre 1 532 millions un an plus tôt avec une progression de la marge nette d'intérêt de 7,6% et des commissions nettes de 1,4%.

Les frais généraux s'élèvent à 1 085 millions d'euros à un niveau similaire à celui de fin juin 2013.

Le coût du risque est bien maîtrisé à 124 millions d'euros contre 127 millions d'euros à fin juin 2013.

Le résultat avant impôt du réseau bancaire ressort à 370 millions d’euros contre 318 millions un an plus tôt.

Les métiers d’appui de la banque de détail

Ils ont dégagé un PNB de 99 millions d’euros à fin juin 2014 contre 101 millions* à fin juin 2013 et un résultat avant impôt de 87 millions (71 millions* à fin juin 2013).

Banque de financement

(en millions d'euros)	juin-14	juin-13	Variation 1S14/1S13	déc-13
Produit net bancaire	155	136	14,0%	278
Résultat brut d'exploitation	110	89	23,6%	193
Résultat avant impôt	107	77	39,0%	155
Résultat net part du groupe	73	52	40,4%	104

L’encours de crédits géré par la banque de financement est en léger repli à 12,9 milliards d’euros (-3,3%) alors que celui des dépôts progresse à 7,4 milliards d’euros.

Le PNB se redresse à 155 millions d’euros (136 millions au 30 juin 2013) grâce à une amélioration de la marge nette d’intérêt.

Les frais généraux diminuent de 4% et le coût du risque est faible à 3 millions contre 12 millions au 30 juin 2013.

Le résultat avant impôt marque une amélioration de 39%.

Activités de marché

(en millions d'euros)	juin-14	juin-13	Variation 1S14/1S13	déc-13
Produit net bancaire	211	282	-25,2%	473
Résultat brut d'exploitation	122	189	-35,4%	307
Résultat avant impôt	168	189	-11,1%	300
Résultat net part du groupe	130	116	12,1%	185

Les activités de marché réalisent un PNB de 211 millions d’euros (282 millions au 30 juin 2013).

Le coût du risque affiche une reprise de provision de 46 millions sur le portefeuille RMBS à New-York.

Le résultat avant impôt passe de 189 millions d’euros au 30 juin 2013 à 168 millions d’euros au 30 juin 2014.

Banque privée

(en millions d'euros)	juin-14	juin-13	Variation 1S14/1S13	déc-13
Produit net bancaire	235	247	-4,9%	444
Résultat brut d'exploitation	59	74	-20,3%	115
Résultat avant impôt	62	72	-13,9%	109
Résultat net part du groupe	45	51	-11,8%	71

L'encours des dépôts de la banque privée progresse de 6,9% à 17,1 milliards d'euros et celui des crédits atteint 9,2 milliards d'euros (+17,6%). L'épargne gérée et conservée s'élève à 78,0 milliards d'euros.

Le PNB s'établit à 235 millions d'euros contre 247 millions d'euros au 30 juin 2013.

Le coût du risque qui était de 2 millions au 30 juin 2013 est négatif au 30 juin 2014 de 3 millions.

Le résultat avant impôt ressort à 62 millions d'euros contre 72 millions d'euros au 30 juin 2013.

Capital-développement

(en millions d'euros)	juin-14	juin-13	Variation 1S14/1S13	déc-13
Produit net bancaire	106	65	63,1%	119
Résultat brut d'exploitation	88	49	79,6%	85
Résultat avant impôt	88	49	79,6%	85
Résultat net part du groupe	88	48	83,3%	86

Les encours investis s'élèvent à 1,7 milliard d'euros dont 123 millions sur le 1^{er} semestre 2014.

Le portefeuille est composé de 459 participations.

Le PNB passe de 65 millions au 30 juin 2013 à 106 millions d'euros au 30 juin 2014. Cette progression est liée à des cessions intervenues au 1^{er} trimestre 2014 ayant généré des plus-values pour plus de 40 millions d'euros et à une orientation favorable des marchés financiers sur le segment des mid-caps.

Holding

(en millions d'euros)	juin-14	juin-13	Variation 1S14/1S13	déc-13
Produit net bancaire	(81)	(80)	1,3%	(178)
Résultat brut d'exploitation	(129)	(124)	4,0%	(250)
Résultat avant impôt	(60)	(155)	-61,3%	(287)
Résultat net part du groupe	43	(112)	-138,4%	(205)

Le PNB du holding du groupe enregistre au premier semestre 2014 :

- Une charge de 43 millions d'euros au titre du financement du fonds de roulement et du coût des titres subordonnés en baisse de 24 millions d'euros par rapport à juin 2013,
- Une charge de 39 millions de financement du plan de développement du réseau,
- des dividendes pour 4 millions.

A noter qu'à fin juin 2013, une plus-value nette sur des titres avait été comptabilisée pour 21 millions.

Les frais généraux s'établissent à 48 millions d'euros contre 44 millions d'euros à fin juin 2013.

Le coût du risque demeure négligeable à 1 millions d'euros.

La quote-part des résultats mis en équivalence atteint 68 millions d'euros contre -31 millions d'euros un an plus tôt. Cette variation résulte pour l'essentiel de la cession des titres de Banca Popolare di Milano (BPM), dont le CIC détenait 6,6% du capital.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2014. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 12 et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation CNC 2009-R.04. L'ensemble des normes IAS/IFRS a été mis à jour le 3 novembre 2008 par le règlement 1126/2008 qui a remplacé le règlement 1725/2003. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013 présentés dans le document de référence 2013.

Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, sont appliqués :

- ❖ les normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 28R relatives à la consolidation, dont les principales modifications sont les suivantes :
 - un modèle selon lequel la consolidation d'une entité repose sur le seul concept de contrôle, avec une définition unique du contrôle applicable à tout type d'entité (« classique » ou « ad hoc ») ;
 - un guide d'application pour les situations où le contrôle est plus difficile à apprécier ;
 - la suppression de la méthode de l'intégration proportionnelle pour les coentreprises, qui sont désormais comptabilisées par mise en équivalence ;
 - de nouvelles informations à fournir dans les comptes annuels sur la détermination du périmètre de consolidation ainsi que sur les risques associés aux intérêts dans d'autres entités (filiales, coentreprises, entités associées, SPV, entités non consolidées) ;

Ces normes n'amènent pas de changement dans le périmètre de consolidation.

- ❖ les amendements de :
 - IAS 32, visant à clarifier les conditions d'application des critères de compensation des actifs et passifs financiers ;
 - IAS 39 sur la novation des dérivés. Cet amendement permet par exception la poursuite de la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture, fait l'objet d'un transfert par novation d'une contrepartie vers une contrepartie centrale en conséquence de dispositions législatives ou réglementaires ;
 - IAS 36 visant à clarifier le champ d'application des informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.

Ces normes n'ont pas eu d'impact sur les états financiers.

Texte applicable en 2015 :

L'interprétation IFRIC 21 précise la date de comptabilisation des taxes (autres que celles qui sont comptabilisées en application d'une autre norme qu'IAS 37 comme par exemple l'impôt sur les résultats comptabilisé en application d'IAS 12). Elle a pour principale conséquence l'interdiction d'étaler les taxes annuelles dont le fait générateur est une date unique (dans les comptes intermédiaires. Ce texte ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers.

Evolution du périmètre de consolidation au cours du premier semestre 2014:

- **Sociétés sortantes (cession)**
 - Serficom Family Office Inc.,
 - Banca Popolare di Milano (BPM).

- **Sociétés sortantes (déconsolidées)**
 - Saint-Pierre SNC,
 - Entités ayant cédées les titres BPM :
 - CIC Migrations,
 - Cicor,
 - Cicoval,
 - Efsa,
 - Gestunion 2,
 - Gestunion 3,
 - Gestunion 4,
 - Impex Finance,
 - Marsovalor,
 - Pargestion 2,
 - Pargestion 4,
 - Placinvest,
 - Saint-Pierre SNC,
 - Sofiholding 2,
 - Sofiholding 3,
 - Sofiholding 4,
 - Sofinaction,
 - Ufigestion 2,
 - Ugépar Service,
 - Valimar 2,
 - Valimar 4,
 - VTP1,
 - VTP5.

- **Dissolutions :**
 - Calypso Management Compagnie,
 - LRM Advisory SA.

PARTIES LIEES

Les informations sur les opérations entre parties liées qui ont eu lieu durant les six premiers mois de l'exercice en cours figurent en note 39 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2014.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2014

RISQUES

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis le groupe par rapport aux facteurs de risque n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite aux pages 71 à 84 dans le chapitre Eléments financiers du document de référence et rapport financier annuel 2013, à l'exception du risque de crédit et des risques souverains.

Risque de crédit

Conformément à la demande du superviseur et du régulateur de marché, il est présenté en note 10b de l'annexe aux comptes consolidés, les expositions sensibles basées sur les recommandations du Financial Stability Board.

Risques souverains

Le Groupe CIC communique en date du 31/07/2014 sur son site internet, les encours nets sur les dettes souveraines au 30 juin 2014. Ces encours et les informations détaillées figurent en note 7a de l'annexe aux comptes consolidés CIC.

INCERTITUDES

Au cours du second semestre, nous tablons sur une poursuite de l'amélioration de la dynamique de croissance dans les économies développées, parallèlement à une stabilisation dans le reste du monde. Plusieurs éléments pourraient compromettre ce scénario :

- l'absence d'accélération économique en zone euro, et le risque induit de déflation ;
- une poussée d'inquiétude sur le risque financier en Chine, qui impacterait les autres pays émergents par effet de contagion ;
- une déception importante quant à la volonté de réforme des gouvernements dans les pays émergents (notamment en Inde) ;
- une accélération trop rapide des anticipations de remontée des taux directeurs aux Etats-Unis, à mesure de la normalisation de la croissance, qui renforcerait les pressions haussières sur les taux souverains américains, et par effet d'entraînement sur les taux souverains de l'ensemble des pays développés ;
- un envenimement des conflits géopolitiques, notamment en Ukraine et en Irak, qui déclencherait de fortes pressions haussières sur les matières premières énergétiques.

Comptes consolidés condensés

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
AU 30 JUIN 2014

ETATS FINANCIERS

ACTIF DU BILAN

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013
Caisses, Banques centrales - Actif	4	14 436	10 466
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5	28 090	29 168
Instruments dérivés de couverture - Actif	6	45	60
Actifs financiers disponibles à la vente	7	11 347	11 199
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4	32 354	29 926
Prêts et créances sur la clientèle	8	139 929	136 767
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9	656	622
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10	56	75
Actifs d'impôts courants	11	414	416
Actifs d'impôts différés	12	428	471
Comptes de régularisation et actifs divers	13	11 163	10 421
Participations dans les entreprises mises en équivalence	14	1 510	1 518
Immeubles de placement	15	32	31
Immobilisations corporelles et location financement preneur	16	1 449	1 485
Immobilisations incorporelles	17	268	209
Ecarts d'acquisition	18	36	86
Total de l'actif		242 213	232 920

PASSIF DU BILAN

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013
Banques centrales - Passif	19	442	460
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	20	25 536	26 660
Instruments dérivés de couverture - Passif	6	1 673	1 403
Dettes envers les établissements de crédit	19	58 253	53 995
Dettes envers la clientèle	21	116 089	112 847
Dettes représentées par un titre	22	18 340	16 824
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9	(968)	(807)
Passifs d'impôts courants	11	176	208
Passifs d'impôts différés	12	277	264
Comptes de régularisation et passifs divers	23	7 186	6 571
Provisions	24	1 054	949
Dettes subordonnées	25	2 310	2 311
Capitaux propres		11 845	11 235
. Capitaux propres - Part du groupe		11 748	11 130
- Capital souscrit		608	608
- Primes d'émission		1 088	1 088
- Réserves consolidées		9 188	8 611
- Gains ou pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres	26a	173	(22)
- Résultat de l'exercice		691	845
. Capitaux propres - Intérêts minoritaires		97	105
Total du passif		242 213	232 920

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2014	30 juin 2013
Produits d'intérêts et assimilés	28	3 874	3 888
Charges d'intérêts et assimilés	28	-2 578	(2 624)
Commissions (produits)	29	1 116	1 124
Commissions (charges)	29	-234	(238)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	30	102	(31)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	31	32	169
Produits des autres activités	32	56	62
Charges des autres activités	32	-64	(52)
Produit Net Bancaire		2 304	2 298
Charges de personnel	33a	(870)	(893)
Autres charges administratives	33c	(576)	(565)
Dotations aux amortissements	34	(80)	(80)
Résultat Brut d'Exploitation		778	760
Coût du risque	35	(79)	(145)
Résultat d'Exploitation		699	615
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	14	123	7
Gains ou pertes nets sur autres actifs	36	0	1
Résultat avant impôt		822	623
Impôt sur les bénéfices	37	(128)	(201)
Résultat net		694	422
Résultat net - Intérêts minoritaires		3	3
Résultat net - part du groupe		691	419
Résultat par action en euros	38	18,27	11,08
Résultat dilué par action en euros	38	18,27	11,08

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013
Résultat net	694	422
Ecart de conversion	10	(3)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	111	79
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	10	7
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entreprises mises en équivalence	70	(5)
Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	201	78
Réévaluations des immobilisations		
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	(6)	0
Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	(6)	0
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	889	500
Dont part du Groupe	886	497
Dont intérêts minoritaires	3	3

Les rubriques relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentées pour leur montant net d'impôt.

Groupe CIC
30 juin 2014

en milliers d'euros	Capitaux propres, part du groupe									Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres consolidés	
	Capital	Primes	Elimination des titres auto-détenus	Réserves (1)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat	Total			
					Ecart de conversion	Actifs DALV (2)	Inst. de couverture					Ecart actuariels
Solde au 01.01.2013	608	1 088	(55)	8 284	29	(218)	(20)	(52)	698	10 362	106	10 468
Affectation du résultat de l'exercice précédent				698					(698)	0		0
Distribution de dividendes				(283)						(283)	(6)	(289)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	415	0	0	0	0	(698)	(283)	(6)	(289)
Résultat consolidé de la période									419	419	3	422
Variations de juste valeur des actifs DALV (2)						74	7			81		81
Variations des écarts actuariels										0		0
Variations des taux de conversion					(3)					(3)		(3)
Sous-total	0	0	0	0	(3)	74	7	0	419	497	3	500
Autres variations				(1)	1					0	(1)	(1)
Solde au 30.06.2013	608	1 088	(55)	8 698	27	(144)	(13)	(52)	419	10 576	102	10 678
Solde au 01.07.2013	608	1 088	(55)	8 698	27	(144)	(13)	(52)	419	10 576	102	10 678
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle				(6)						(6)	(1)	(7)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	(6)	0	0	0	0	0	(6)	(1)	(7)
Résultat consolidé de la période									426	426	4	430
Variations de juste valeur des actifs DALV (2)						165	2			167		167
Variations des écarts actuariels								8		8		8
Variations des taux de conversion					(15)					(15)	(1)	(16)
Sous-total	0	0	0	0	(15)	165	2	8	426	586	3	589
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires				(1)						(1)		(1)
Restructurations & cessions internes d'actifs				(1)						(1)		(1)
Autres variations				(24)	(1)	1				(24)	1	(23)
Solde au 31.12.2013	608	1 088	(55)	8 666	11	22	(11)	(44)	845	11 130	105	11 235
Solde au 01.01.2014	608	1 088	(55)	8 666	11	22	(11)	(44)	845	11 130	105	11 235
Affectation du résultat de l'exercice précédent				845					(845)	0		0
Distribution de dividendes				(265)						(265)	(7)	(272)
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle				(1)						(1)	(4)	(5)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	579	0	0	0	0	(845)	(266)	(11)	(277)
Résultat consolidé de la période									691	691	3	694
Variations de juste valeur des actifs DALV (2)						183	11			194		194
Variations des écarts actuariels								(7)		(7)		(7)
Variations des taux de conversion					9					9		9
Sous-total	0	0	0	0	9	183	11	(7)	691	887	3	890
Autres variations				(2)			(1)			(3)		(3)
Solde au 30.06.2014	608	1 088	(55)	9 243	20	205	(1)	(51)	691	11 748	97	11 845

(1) Les réserves sont constituées, au 30 juin 2014, par la réserve légale pour 61 millions d'euros, la réserve spéciale des plus values à long terme pour 287 millions d'euros, le report à nouveau pour 4 109 millions d'euros, les autres réserves du CIC pour 320 millions d'euros et les réserves consolidées pour 4 466 millions d'euros.

(2) DALV : Disponible à la vente

Au 30 juin 2014, le capital du CIC est constitué de 38 027 493 actions d'une valeur nominale de 16 euros, dont 229 741 actions auto-détenues.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE		30.06.14	30.06.13
en millions d'euros			
Résultat net		694	422
Impôts		128	201
Résultat avant impôts		822	623
+/- Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles		79	80
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		6	
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations		-82	-34
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-123	-7
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		5	-44
+/- (Produits)/charges des activités de financement			
+/- Autres mouvements		449	-188
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements		334	-193
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-1 465	-3 990
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		-27	-2 953
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		939	1 196
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		-97	1 078
- impôts versés		-176	-105
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		-826	-4 774
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)		330	-4 344
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		22	-14
+/- Flux liés aux immeubles de placement		-1	-1
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		-56	-47
Total flux net de trésorerie généré lié aux activités d'investissement (B)		-35	-62
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (1)	(1)	-221	-240
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (2)	(2)	554	-64
Total flux net de trésorerie généré lié aux opérations de financement (C)		333	-304
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		32	27
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)		660	-4 683
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)		330	-4 344
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)		-35	-62
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)		333	-304
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		32	27
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		19 532	13 745
Caisse, banques centrales (actif & passif)		10 006	7 200
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		9 526	6 545
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		20 192	9 062
Caisse, banques centrales (actif & passif)		13 994	6 478
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		6 198	2 584
Variation de la trésorerie nette		660	-4 683

(1) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend :

- les dividendes versés par le CIC à ses actionnaires pour un montant de (265) millions d'euros au titre de l'exercice 2013
- les dividendes versés aux actionnaires minoritaires pour un montant de (7) millions d'euros
- les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence pour un montant de 50 millions d'euros

(2) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement concernent

les émissions et remboursements d'emprunts obligataires pour un montant net de 554 millions d'euros

NOTES DE L'ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

Les notes sont présentées en millions d'euros.

NOTE 1 - Principes et méthodes comptables

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2014. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et IFRS 10 à 12 et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation CNC 2009-R.04. L'ensemble des normes IAS/IFRS a été mis à jour le 3 novembre 2008 par le règlement 1126/2008 qui a remplacé le règlement 1725/2003. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013 présentés dans le document de référence 2013.

Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

Depuis le 1er janvier 2014, sont appliqués :

- les normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 28R relatives à la consolidation, qui introduisent notamment les évolutions suivantes :
 - un modèle selon lequel la consolidation d'une entité repose sur le seul concept de contrôle, avec une définition unique du contrôle applicable à tout type d'entité (« classique » ou « ad hoc ») ;
 - un guide d'application pour les situations où le contrôle est plus difficile à apprécier ;
 - la suppression de la méthode de l'intégration proportionnelle pour les coentreprises, qui sont désormais comptabilisées par mise en équivalence ;
 - de nouvelles informations à fournir dans les comptes annuels sur la détermination du périmètre de consolidation ainsi que sur les risques associés aux intérêts dans d'autres entités (filiales, coentreprises, entités associées, SPV, entités non consolidées) ;

La première application de ces normes n'a pas eu d'impact sur les comptes du groupe CIC au 30 juin 2014. Par ailleurs, les nouvelles informations requises par la norme IFRS 12 seront présentées dans les notes annexes aux états financiers consolidés du 31 décembre 2014.

- les amendements de :
 - IAS 32, visant à clarifier les conditions d'application des critères de compensation des actifs et passifs financiers ;
 - IAS 39 sur la novation des dérivés. Cet amendement permet par exception la poursuite de la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture, fait l'objet d'un transfert par novation d'une contrepartie vers une contrepartie centrale en conséquence de dispositions législatives ou réglementaires ;
 - IAS 36 visant à clarifier le champ d'application des informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.

Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les états financiers.

Texte applicable en 2015 :

L'interprétation IFRIC 21 précise la date de comptabilisation des taxes (autres que celles qui sont comptabilisées en application d'une autre norme qu'IAS 37 comme par exemple l'impôt sur les résultats comptabilisé en application d'IAS 12). Elle a pour principale conséquence l'interdiction d'étaler les taxes annuelles dont le fait générateur est une date unique (dans les comptes intermédiaires. Ce texte ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers.

NOTE 2 - Périmètre de consolidation

Sociétés sortantes (cession) :

- Serficom Family Office Inc - Banca Popolare di Milano

Sociétés sortantes (déconsolidée) :

- Saint-Pierre SNC

Par ailleurs, suite à la cession de Banca Popolare di Milano (dont les impacts sont présentés note 14), les sociétés portant exclusivement des titres de cette entité ont été déconsolidées au 30 juin 2014. Ces sociétés sont :

- CIC Migrations	- Gestunion 3	- Pargestion 4	- Sofinaction	- VTP1
- Cicor	- Gestunion 4	- Placinvest	- Ufigestion 2	- VTP5
- Cicoval	- Impex Finance	- Sofiholding 2	- Ugépar Service	
- Efsa	- Marsovalor	- Sofiholding 3	- Valimar 2	
- Gestunion 2	- Pargestion 2	- Sofiholding 4	- Valimar 4	

Dissolution :

- Calypso Management Company - LRM Advisory SA

Sociétés	Devise	Pays	30.06.2014			31.12.2013			
			Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	
Société consolidante : Crédit Industriel et Commercial - CIC									
CIC Londres (succursale)	GBP	Royaume-Uni	100	100	IG	100	100	IG	
CIC New York (succursale)	USD	Etats-Unis	100	100	IG	100	100	IG	
CIC Singapour (succursale)	USD	Singapour	100	100	IG	100	100	IG	
A. Réseau bancaire									
Banques régionales									
CIC Est		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Lyonnaise de Banque		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Nord Ouest		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Ouest		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG
CIC Sud Ouest		France	(i)	100	100	IG	100	100	IG

GROUPE CIC

B. Filiales du réseau bancaire								
Banca Popolare di Milano		Italie			NC	7	7	ME
CM-CIC Asset Management		France		24	24	ME	24	ME
CM-CIC Bail		France	(i)	99	99	IG	99	IG
CM-CIC Epargne salariale		France	(i)	100	100	IG	100	IG
CM-CIC Factor		France	(i)	96	96	IG	96	IG
CM-CIC Lease		France		54	54	IG	54	IG
CM-CIC Leasing Benelux		Belgique		100	99	IG	100	IG
CM-CIC Leasing GMBH		Allemagne		100	99	IG	100	IG
Saint-Pierre SNC		France	(i)			NC	100	IG
Sofim		France	(i)	100	100	IG	100	IG
C. Banque de financement et activité de marché								
Cigogne Management		Luxembourg		60	60	IG	60	IG
CMCIC Securities		France	(i)	100	100	IG	100	IG
CMCIC Securities London Branc	GBP	Royaume-Uni		100	100	IG	100	IG
Diversified Debt Securities SICAV - SIF		Luxembourg		100	100	IG	100	IG
Divhold		Luxembourg		100	100	IG	100	IG
Lafayette CLO 1 Ltd	USD	Iles Caïmans		100	100	IG	100	IG
D. Banque privée								
Banque CIC (Suisse)	CHF	Suisse		100	100	IG	100	IG
Banque de Luxembourg		Luxembourg		100	100	IG	100	IG
Banque Transatlantique		France	(i)	100	100	IG	100	IG
Banque Transatlantique Londres	GBP	Royaume-Uni		100	100	IG	100	IG
Banque Transatlantique Belgium		Belgique		100	100	IG	100	IG
Banque Transatlantique Luxembourg		Luxembourg		100	100	IG	100	IG
Banque Transatlantique Singapo	SGD	Singapour		100	100	IG	100	IG
Dubly-Douillet Gestion		France	(i)	100	100	IG	100	IG
Transatlantique Gestion		France	(i)	100	100	IG	100	IG
Groupe Banque Pasche								
Banque Pasche	CHF	Suisse		100	100	IG	100	IG
Agefor SA	CHF	Suisse		70	70	IG	70	IG
Banque Pasche (Liechtenstein) /	CHF	Liechtenstein		53	53	IG	53	IG
Banque Pasche Monaco SAM		Monaco		100	100	IG	100	IG
Calypso Management Company	USD	Iles Caïmans				NC	70	IG
LRM Advisory SA	USD	Bahamas				NC	70	IG
Pasche Bank & Trust Ltd	CHF	Bahamas		100	100	IG	100	IG
Pasche Finance SA	CHF	Suisse		100	100	IG	100	IG
Serficom Brasil Gestao de Recu	BRL	Brésil		97	97	IG	97	IG
Serficom Family Office Brasil Ge	BRL	Brésil		100	100	IG	100	IG
Serficom Family Office Inc	CHF	Bahamas				NC	100	IG
Serficom Family Office SA	CHF	Suisse		100	100	IG	100	IG
E. Capital Développement								
CM-CIC Capital Finance		France	(i)	100	100	IG	100	IG
CM-CIC Capital Innovation		France		100	100	IG	100	IG
CM-CIC Conseil		France	(i)	100	100	IG	100	IG
CM-CIC Investissement		France		100	100	IG	100	IG
Sudinnova		France		66	66	IG	66	IG
CM-CIC Proximité		France		100	100	IG	100	IG
F. Structure et logistique								
Adepi		France	(i)	100	100	IG	100	IG
CIC Migrations		France	(i)			NC	100	IG
CIC Participations		France	(i)	100	100	IG	100	IG
Cicor		France	(i)			NC	100	IG
Cicoval		France	(i)			NC	100	IG
Efsa		France	(i)			NC	100	IG
Gesteurop		France	(i)	100	100	IG	100	IG
Gestunion 2		France	(i)			NC	100	IG
Gestunion 3		France	(i)			NC	100	IG
Gestunion 4		France	(i)			NC	100	IG
Impex Finance		France	(i)			NC	100	IG
Marsovalor		France	(i)			NC	100	IG
Pargestion 2		France	(i)			NC	100	IG
Pargestion 4		France	(i)			NC	100	IG
Placinvest		France	(i)			NC	100	IG
Sofiholding 2		France	(i)			NC	100	IG
Sofiholding 3		France	(i)			NC	100	IG
Sofiholding 4		France	(i)			NC	100	IG
Sofinaction		France	(i)			NC	100	IG
Ufigestion 2		France	(i)			NC	100	IG
Ugépar Service		France	(i)			NC	100	IG
Valimar 2		France	(i)			NC	100	IG
Valimar 4		France	(i)			NC	100	IG
VTP1		France	(i)			NC	100	IG
VTP5		France	(i)			NC	100	IG
G - Sociétés d'assurance								
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)*		France		21	21	ME	21	ME

* Méthode : IG = intégration globale ; ME = mise en équivalence ; NC = non consolidée

** Sur la base des états financiers consolidés

(i) = sociétés membres du groupe fiscal constitué par le CIC

Information sur les implantations et activités dans les Etats ou territoires non coopératifs (ETNC) figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 janvier 2014 :
le Groupe ne dispose pas d'implantation répondant aux critères définis par l'arrêté du 6 octobre 2009.

NOTE 3 - Répartition du compte de résultat par activité et par zone géographique

Principes de répartition des activités

► La banque de détail regroupe a) le réseau bancaire composé des banques régionales et du réseau CIC en Ile-de-France et b) les métiers spécialisés dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau bancaire : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, gestion collective pour compte de tiers, épargne salariale, immobilier. L'activité d'assurance consolidée par mise en équivalence y est rattachée.

► La banque de financement et les activités de marché regroupent a) le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international et b) les activités de marché qui comprennent les investissements dans les activités de taux, actions et crédits (ITAC) ainsi que l'intermédiation boursière.

► La banque privée regroupent les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.

► Le capital-développement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière sont composés d'entités dédiées. L'ensemble du portefeuille est valorisé en juste valeur par option.

► La holding rassemble les éléments non affectés à une autre activité.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés à l'exception du CIC

Répartition du compte de résultat par activité

30.06.2014	Banque de détail	Banque de financement et de marché	Banque privée	Capital développnt	Holding	Total
Produit net bancaire	1 678	366	235	106	(81)	2 304
Frais généraux	(1 150)	(134)	(176)	(18)	(48)	(1 526)
Résultat brut d'exploitation	528	232	59	88	(129)	778
Coût du risque	(126)	43	3		1	(79)
Gains sur autres actifs (1)	55				68	123
Résultat avant impôt	457	275	62	88	(60)	822
Impôts sur les bénéfices	(145)	(69)	(18)	1	103	(128)
Résultat net	312	206	44	89	43	694

30.06.2013	Banque de détail	Banque de financement et de marché	Banque privée	Capital développnt	Holding	Total
Produit net bancaire	1 648	418	247	65	(80)	2 298
Frais généraux	(1 165)	(140)	(173)	(16)	(44)	(1 538)
Résultat brut d'exploitation	483	278	74	49	(124)	760
Coût du risque	(131)	(12)	(2)			(145)
Gains sur autres actifs (1)	39				(31)	8
Résultat avant impôt	391	266	72	49	(155)	623
Impôts sur les bénéfices	(126)	(97)	(21)	(1)	44	(201)
Résultat net	265	169	51	48	(111)	422

(1) Y compris le résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

Répartition du compte de résultat par zone géographique

	30.06.2014				30.06.2013			
	France	Europe hors France	Autres pays (1)	Total	France	Europe hors France	Autres pays (1)	Total
Produit net bancaire	1 988	214	102	2 304	1 983	225	90	2 298
Frais généraux	(1 346)	(142)	(38)	(1 526)	(1 361)	(141)	(36)	(1 538)
Résultat brut d'exploitation	643	72	63	778	622	84	54	760
Coût du risque	(146)	11	56	(79)	(151)	(4)	10	(145)
Gains sur autres actifs (2)	130	(7)	0	123	25	(17)	0	8
Résultat avant impôt	627	76	119	822	496	63	64	623
Impôts sur les bénéfices	(90)	(17)	(21)	(128)	(154)	(22)	(25)	(201)
Résultat net	537	59	98	694	342	41	39	422

(1) USA et Singapour

(2) Y compris le résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

NOTE 4 - Caisse, Banques centrales et prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2014	31.12.2013
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	14 133	10 097
<i>dont réserves obligatoires</i>	934	4 691
Caisse	303	369
Total	14 436	10 466
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Comptes ordinaires	10 751	9 229
Prêts	13 482	15 009
Autres créances	1 235	1 276
Titres non cotés sur un marché actif	1 520	1 712
Pensions	5 317	2 615
Créances dépréciées sur base individuelle	6	8
Créances rattachées	47	81
Dépréciations	(4)	(4)
Total	32 354	29 926
dont prêts participatifs	154	154
dont prêts subordonnés (1)	760	760
(1) dont un PSDI de 750 millions d'euros avec la BFCM		

NOTE 5 - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2014	31.12.2013
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	10 138	12 633
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	17 952	16 535
Total	28 090	29 168

NOTE 5a - Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

	30.06.2014	31.12.2013
Titres		
Effets publics	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Cotés	103	115
- Non cotés	254	249
Actions et autres titres à revenu variable (1)		
- Cotés	195	161
- Non cotés	1 541	1 537
- Instruments dérivés de transaction	0	0
Autres actifs financiers		
- Pensions	8 045	10 571
- Autres prêts et comptes à terme	0	0
Total	10 138	12 633

(1) Les titres du métier de capital développement sont en juste valeur par résultat. Ils représentent la quasi-totalité de cette ligne

NOTE 5b - Actifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2014	31.12.2013
Titres		
Effets publics	2 706	1 664
Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Cotés	8 685	8 658
- Non cotés	0	0
Actions et autres titres à revenu variable		
- Cotés	833	537
- Non cotés	0	0
Instruments dérivés de transaction	5 728	5 676
Total	17 952	16 535

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction correspondent à des actifs financiers détenus dans le cadre des activités de marché.

NOTE 5c - Analyse des instruments dérivés

	30.06.2014			31.12.2013		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction						
<i>Instruments de taux</i>						
- Swaps	176 869	4 500	6 395	184 466	4 333	6 129
- Autres contrats fermes	27 828	9	5	11 420	5	1
- Options et instruments conditionnels	45 277	48	41	24 423	52	46
<i>Instruments de change</i>						
- Swaps	57 991	15	27	59 983	21	42
- Autres contrats fermes	161	272	262	71	321	312
- Options et instruments conditionnels	25 560	36	36	22 393	53	53
<i>Autres que taux et change</i>						
- Swaps	14 345	132	206	13 276	106	180
- Autres contrats fermes	2 212	0	0	1 572	0	0
- Options et instruments conditionnels	22 033	715	762	27 183	785	795
Sous-total	372 276	5 728	7 735	344 787	5 676	7 558
Instruments dérivés de couverture						
<i>Couverture de Fair Value Hedge</i>						
- Swaps	8 409	43	1 666	8 064	57	1 398
- Autres contrats fermes	0	0	0	0	0	0
- Options et instruments conditionnels	1	0		1	0	
<i>Couverture de Cash Flow Hedge</i>						
- Swaps	213	2	7	217	3	5
- Autres contrats fermes	0			0		
- Options et instruments conditionnels	0	0		0	0	
Sous-total	8 623	45	1 673	8 282	60	1 403
Total	380 899	5 773	9 408	353 069	5 736	8 961

La norme IFRS 13 traitant de l'évaluation de la juste valeur est entrée en application le 1er janvier 2013. Concernant les dérivés de gré à gré, elle modifie des modalités d'évaluation du risque de contrepartie inclus dans leur juste valeur par la prise en compte du « credit value adjustment (CVA) » et celle des « debt value adjustment (DVA) » – qui consiste à retenir le risque de crédit propre – et « funding value adjustment » (FVA) – qui correspond aux coûts ou bénéfices liés au financement de certains dérivés non couverts par un accord de compensation. Le CVA et le FVA s'élèvent respectivement au 30 juin 2014 à (29) millions d'euros et (15) millions d'euros contre (21) millions d'euros et (10) millions d'euros au 31 décembre 2013. Le montant de DVA s'élève à 4 millions d'euros au 30 juin 2014 contre un montant nul au 31 décembre 2013.

NOTE 5d - Hiérarchie de la juste valeur

	30.06.2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
<i>Disponible à la vente (DALV)</i>				
- Effets publics et valeurs assimilées	6 886	0	0	6 886
- Obligations et autres titres à revenu fixe	2 186	519	1 102	3 807
- Actions, TAP et autres titres à revenu variable	107	2	131	240
- Participations et ATDLT	7	7	184	198
- Parts dans les entreprises liées	0	16	200	216
<i>Transaction / JVO</i>				
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	2 471	0	235	2 706
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	7 297	1 053	335	8 685
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	53	0	305	358
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	827	0	6	833
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	286	0	1 450	1 736
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	4 570	0	4 570
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	3 474	0	3 474
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	61	5 431	236	5 728
- Dérivés et autres actifs financiers - Juste valeur sur option	0	45	0	45
Instruments dérivés de couverture	0	45	0	45
Total	20 181	15 117	4 184	39 482
Passifs financiers				
<i>Transaction / JVO</i>				
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	13 191	0	13 191
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	1 237	0	1 237
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	3 451	7 211	446	11 108
- Dérivés et autres passifs financiers - Juste valeur sur option	0	1 628	45	1 673
Instruments dérivés de couverture	0	1 628	45	1 673
Total	3 451	23 267	491	27 209

Niveau 1 : Utilisation du cours de bourse. Dans les activités de marché, concerne les titres de créance cotés par au moins trois contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.

Niveau 2 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données observables ; sont dans ce niveau, dans les activités de marché, les titres de créance cotés par deux contributeurs et les dérivés de gré à gré non présents dans le niveau 3.

Niveau 3 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données non observables. Y figurent les actions non cotées, et dans les activités de marché, les titres de créance cotés par zéro ou un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables.

Les instruments du portefeuille de transaction classés en niveaux 2 ou 3 sont constitués en majorité des titres jugés peu liquides et des dérivés dont au moins un des sous-jacents est jugé peu liquide.

L'ensemble de ces instruments comporte des incertitudes de valorisation, lesquelles donnent lieu à des ajustements de valeur reflétant la prime de risque qu'un acteur de marché incorporerait lors de l'établissement du prix.

Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Les méthodes utilisées sont susceptibles d'évoluer. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

	31.12.2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Disponible à la vente (DALV)				
- Effets publics et valeurs assimilées	6 554	0	0	6 554
- Obligations et autres titres à revenu fixe	3 396	483	188	4 067
- Actions, TAP et autres titres à revenu variable	111	2	79	192
- Participations et ATDLT	6	7	189	202
- Parts dans les entreprises liées	0	18	166	184
Transaction / JVO				
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 499	0	165	1 664
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	7 208	1 197	253	8 658
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	64	0	300	364
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	531	0	6	537
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	161	0	1 537	1 698
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	5 505	0	5 505
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	5 066	0	5 066
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	35	5 483	158	5 676
Instruments dérivés de couverture	0	56	4	60
Total	19 565	17 817	3 045	40 427
Passifs financiers				
Transaction / JVO				
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	13 986	0	13 986
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	2 287	0	2 287
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	184	0	184
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	2 689	7 372	142	10 203
Instruments dérivés de couverture	0	1 398	5	1 403
Total	2 689	25 227	147	28 063

NOTE 6 - Instruments dérivés de couverture

	30.06.2014		31.12.2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de flux de trésorerie	2	7	3	5
- Dont la variation de valeur est enregistrée en capitaux propres	2	7	3	5
- Dont la variation de valeur est enregistrée en résultat				
Couverture de juste valeur	43	1 666	57	1 398
Total	45	1 673	60	1 403

La couverture en juste valeur est la couverture d'une exposition au changement de la juste valeur d'un instrument financier attribuable à un risque particulier. Les variations de juste valeur de la couverture ainsi que des éléments couverts, pour la partie attribuable au risque couvert, sont comptabilisées en résultat.

NOTE 7 - Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2014	31.12.2013
Effets publics	6 819	6 470
Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Cotés	3 616	3 864
- Non cotés	176	184
Actions et autres titres à revenu variable		
- Cotés	129	109
- Non cotés	111	83
Titres immobilisés		
- Titres de participation		
Cotés	2	2
Non cotés	63	69
- Autres titres détenus à long terme		
Cotés	4	3
Non cotés	128	127
- Parts dans les entreprises liées		
Cotés	0	0
Non cotés	212	180
- Ecart de conversion	0	0
- Titres prêtés	1	1
Créances rattachées	86	107
Total	11 347	11 199
Dont plus/moins valeurs latentes (nettes d'impôts) sur obligations et autres titres à revenu fixe et sur effets publics comptabilisées directement en capitaux propres	(99)	(188)
Dont plus/moins valeurs latentes (nettes d'impôts) sur actions et autres titres à revenu variable et sur titres immobilisés comptabilisées directement en capitaux propres	107	75
Dont dépréciations des obligations et autres titres à revenu fixe	(41)	(37)
Dont dépréciations des actions et autres titres à revenu variable et des titres immobilisés	(83)	(71)

Dépréciation des actions :

Les actions ont fait l'objet d'une revue pour déceler des dépréciations. Celles-ci sont constatées pour les actions cotées en cas de baisse significative (dévalorisation d'au moins 50% par rapport à son coût d'acquisition) ou prolongée (36 mois) du cours en dessous de son prix de revient.

Les dépréciations constatées en résultat au 30 juin 2014 s'élèvent à 2 millions d'euros contre une reprise nette de dépréciation de 16 millions d'euros au titre de l'exercice 2013 (dont 19 millions d'euros de reprises suite à des cessions de titres).

NOTE 7a - Expositions au risque souverain

Expositions souveraines

Encours nets comptables au 30 juin 2014 */**	Portugal	Irlande	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	13		151	70
Actifs disponibles à la vente	63	85	5	3 399
Total	76	85	156	3 469
Durée résiduelle contractuelle				
<1 an	13		58	2 352
1 à 3 ans			53	336
3 à 5 ans	56	85	2	275
5 à 10 ans	7		26	231
Sup à 10 ans			17	275
Total	76	85	156	3 469
Encours nets comptables au 31 décembre 2013				
Actifs à la juste valeur par résultat	7		248	14
Actifs disponibles à la vente	63	85	8	3 370
Total	70	85	256	3 384
Durée résiduelle contractuelle				
<1 an	13		181	2 225
1 à 3 ans			64	379
3 à 5 ans	50		3	349
5 à 10 ans	2	85		198
Sup à 10 ans	5		8	233
Total	70	85	256	3 384

* Activités de marchés en valeur de marché, autres métiers en valeur nominale.

** Encours nets de CDS acheteurs de protection

NOTE 8 - Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2014	31.12.2013
Créances saines		
- Créances commerciales	3 952	4 257
<i>Dont affacturage</i>	2 935	3 034
- Autres concours à la clientèle		
- Crédits à l'habitat	64 900	64 618
- Autres concours et créances diverses	55 774	55 127
- Pensions	2 523	457
Créances rattachées	255	240
Titres non cotés sur un marché actif	644	576
Créances dépréciées sur base individuelle	5 246	5 093
Dépréciations sur base individuelle	(2 515)	(2 489)
Dépréciations sur base collective	(159)	(177)
Sous-total	130 620	127 702
Location financement (investissement net)		
- Mobilier	5 469	5 385
- Immobilier	3 631	3 469
Créances dépréciées sur base individuelle	341	348
Dépréciations sur base individuelle	(132)	(137)
Sous-total	9 309	9 065
Total	139 929	136 767
Dont prêts participatifs	13	12
Dont prêts subordonnés	18	18

Opérations de location financement avec la clientèle

	Ouverture	Acquisition	Cession	Autres	Clôture
Valeur brute comptable	9 202	545	(304)	(2)	9 441
Dépréciations des loyers non recouvrables	(137)	(12)	17	0	(132)
Valeur nette comptable	9 065	533	(287)	(2)	9 309

NOTE 9 - Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	30.06.2014		31.12.2013		Variation de juste
	Actif	Passif	Actif	Passif	valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuille	656	(968)	622	(807)	34 (161)

NOTE 10 - Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2014	31.12.2013
Effets publics	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	71	91
Créances rattachées	0	0
Total Brut	71	91
Dépréciations	(15)	(16)
Total Net	56	75

NOTE 10a - Variation des dépréciations

	Ouverture	Dotations	Reprises	Autres	Clôture
Prêts et créances Etablissements de crédit	(4)	(0)	0	0	(4)
Prêts et créances sur la clientèle	(2 803)	(354)	352	(1)	(2 806)
Titres disponibles à la vente	(108)	(5)	1	(12)	(124)
Titres détenus jusqu'à l'échéance	(16)	(0)	2	(1)	(15)
Total	(2 931)	(359)	355	(14)	(2 949)

NOTE 10b - Note sur les encours de titrisation

Conformément à la demande du superviseur bancaire et du régulateur des marchés, il est présenté ci-après les expositions sensibles basées sur les recommandations du FSB

Les portefeuilles de trading et AFS ont été valorisés au prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, des principaux brokers ou, lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

SYNTHESE	30.06.2014	31.12.2013
RMBS	1 937	1 919
CMBS	567	558
CLO	1 394	1 462
Autres ABS	896	733
RMBS couverts par des CDS	72	
CLO couverts par des CDS	262	476
Autres ABS couverts par des CDS		22
Lignes de liquidité des programmes ABCP	303	304
Total	5 431	5 474

Sauf mention contraire, les titres ne sont pas couverts par des CDS.

Expositions RMBS, CMBS, CLO et autres ABS

30.06.2014	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	676	507	149	262	1 594
AFS	522	60	573	491	1 646
Loans	739	672	143		1 554
Total	1 937	567	1 394	896	4 794
France	19	3		342	364
Espagne	89		8	31	128
Royaume Uni	264			111	375
Europe hors France, Espagne et Royaume Uni	810	64	912	401	2 187
USA	716	500	141	11	1 368
Autres	39		333		372
Total	1 937	567	1 394	896	4 794
US Agencies	269				269
AAA	719	481	936	620	2 756
AA	146		397	80	623
A	217	19	35	110	381
BBB	87	67	14	64	232
BB	28		4		32
Inférieur ou égal à B	471			22	493
Non noté			8		8
Total	1 937	567	1 394	896	4 794
Origination 2005 et avant	278	375	20	2	675
Origination 2006	276	140	175	15	606
Origination 2007	504	52	330	50	936
Origination depuis 2008	879		869	829	2 577
Total	1 937	567	1 394	896	4 794

31.12.2013	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	700	498	133	294	1 625
AFS	450	60	520	295	1 325
Loans	769		809	144	1 722
Total	1 919	558	1 462	733	4 672
France		2		376	378
Espagne	106			22	128
Royaume Uni	259			55	314
Europe hors France, Espagne et Royaume Uni	806	75	1 008	266	2 155
USA	696	481	123	14	1 314
Autres	52		331		383
Total	1 919	558	1 462	733	4 672
US Agencies	243				243
AAA	618	472	971	492	2 553
AA	209		413	65	687
A	203	19	41	124	387
BBB	89	67	12	27	195
BB	72		17		89
Inférieur ou égal à B	485			25	510
Non noté			8		8
Total	1 919	558	1 462	733	4 672
Origination 2005 et avant	314	362	19	12	707
Origination 2006	303	113	204	10	630
Origination 2007	594	73	409	53	1 129
Origination depuis 2008	708	10	830	658	2 206
Total	1 919	558	1 462	733	4 672

NOTE 11 - Impôts courants ou exigibles

	30.06.2014	31.12.2013
Actif	414	416
Passif	176	208

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

NOTE 12 - Impôts différés

	30.06.2014	31.12.2013
Actif (par résultat) (1)	349	359
Actif (par capitaux propres)	79	112
Passif (par résultat)	265	259
Passif (par capitaux propres)	12	5

(1) dont 71 millions d'euros concernant CIC New York au 30 juin 2014 contre 84 millions d'euros au 31 décembre 2013.

NOTE 13 - Compte de régularisation et actifs divers

	30.06.2014	31.12.2013
Comptes de régularisation actif		
Valeurs reçues à l'encaissement	42	138
Comptes d'ajustement sur devises	9	2
Produits à recevoir	423	386
Comptes de régularisation divers	1 717	2 013
Sous-total	2 191	2 539
Autres actifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	113	57
Dépôts de garantie versés	6 011	5 175
Débiteurs divers	2 838	2 615
Stocks et assimilés	3	4
Autres emplois divers	7	31
Sous-total	8 972	7 882
Total	11 163	10 421

Les comptes de régularisation ainsi que les comptes de débiteurs divers sont principalement composés de comptes de passage de systèmes de paiement interbancaires, notamment SIT.

Les comptes de charges à payer et de produits à recevoir concernent les charges de personnel et les frais généraux et ne concernent pas les prêts et les emprunts pour lesquels les intérêts courus non échus constituent des dettes et des créances rattachées.

NOTE 14 - Participation dans les entreprises mises en équivalence

Quote-part dans l'actif net des entreprises mises en équivalence

		30.06.2014			31.12.2013		
		Quote-part détenue	Réserves	Résultat	Quote-part détenue	Réserves	Résultat
Groupe ACM (1)	Non coté	20,52%	1 436	61	20,52%	1 302	110
Banca Popolare di Milano (2)	Cotée		(61)	61	6,60%	139	(46)
CMCIC Asset Management	Non coté	23,54%	12	1	23,54%	12	1
Total			1 387	123		1 453	65

(1) y compris l'écart d'acquisition de 54 millions d'euros.

(2) Banca Popolare di Milano a été cédée au cours du premier semestre 2014. Le résultat de 61 millions d'euros comprend :

- La quote part de résultat de BPM au titre du premier trimestre à hauteur de (7) millions d'euros, et
- Le résultat de cession, net de reprise de dépréciation, pour 68 millions d'euros.

NOTE 15 - Immeubles de placement

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Coût historique	49	2	(3)	1	49
Amortissements et dépréciations	(18)	(1)	2	0	(17)
Montant net	31	1	(1)	1	32

La juste valeur des immeubles de placement comptabilisés au coût est comparable à leur valeur comptable.

NOTE 16 - Immobilisations corporelles

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Coût historique					
Terrains d'exploitation	345	0	(0)	0	345
Constructions d'exploitation	2 495	20	(3)	0	2 512
Autres immobilisations corporelles	597	14	(7)	(1)	603
Total	3 437	34	(10)	(1)	3 460
Amortissements et dépréciations					
Terrains d'exploitation	0	0	0	0	0
Constructions d'exploitation	(1 467)	(54)	2	(0)	(1 519)
Autres immobilisations corporelles	(485)	(12)	3	2	(492)
Total	(1 952)	(66)	5	2	(2 011)
Montant net	1 485	(32)	(5)	1	1 449

NOTE 17 - Immobilisations incorporelles

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Coût historique					
Immobilisations générées en interne	0	0	0	0	0
Immobilisations acquises	422	27	(1)	1	449
- Logiciels	101	3	(0)	(0)	104
- Autres	321	24	(1)	1	345
Total	422	27	(1)	1	449
Amortissements et dépréciations					
Immobilisations générées en interne	0	0	0	0	0
Immobilisations acquises (1)	(213)	(18)	0	50	(181)
- Logiciels	(63)	(7)	0	0	(70)
- Autres	(150)	(11)	0	50	(111)
Total	(213)	(18)	0	50	(181)
Montant net	209	9	(1)	51	268

(1) Les autres variations de 50 millions d'euros correspondent à un transfert de dépréciations d'immobilisations incorporelles en dépréciations d'écarts d'acquisition.

NOTE 18 - Ecart d'acquisition

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations (1)	Clôture
Ecart d'acquisition brut	86	0	0	0	86
Dépréciations	0	0	0	(50)	(50)
Ecart d'acquisition net	86	0	0	(50)	36

(1) Les autres variations de (50) millions d'euros correspondent à un transfert de dépréciations d'immobilisations incorporelles en dépréciations d'écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Banque Transatlantique	6				6
Banque Pasche	54			(50)	4
Transatlantique Gestion	5				5
CMCIC Investissement	21				21
Total	86	0	0	(50)	36

NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

NOTE 19 - Banques centrales - Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2014	31.12.2013
Banques centrales	442	460
Dettes envers les établissements de crédit		
Comptes ordinaires	3 947	1 061
Autres dettes (1)	51 035	51 648
Pensions	3 136	1 151
Dettes rattachées	135	135
Total	58 253	53 995

(1) Dont 45 775 millions d'euros vis-à-vis de la BFCM au 30 juin 2014 et 45 018 millions d'euros au 31 décembre 2013

NOTE 20 - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2014	31.12.2013
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	11 108	10 203
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	14 428	16 457
Total	25 536	26 660

NOTE 20a - Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2014	31.12.2013
Vente à découvert de titres		
- Effets publics	2	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 837	1 192
- Actions et autres titres à revenu variable	765	617
Dettes représentatives des titres donnés en pension		
Instruments dérivés de transaction	7 735	7 558
Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	769	836
- Dont dettes sur titres empruntés	769	836
Total	11 108	10 203

NOTE 20b - Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30.06.2014			31.12.2013		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
Titres émis	0	0	0	184	184	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Dettes interbancaires (1)	13 191	13 189	2	13 986	13 986	0
Dettes envers la clientèle (1)	1 237	1 237	0	2 287	2 287	0
Total	14 428	14 426	2	16 457	16 457	0

(1) La valeur comptable des dettes représentatives des titres donnés en pension s'élève à 14 219 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 16 078 millions d'euros au 31 décembre 2013.

L'évaluation du risque de crédit propre n'est pas significative.

NOTE 21 - Dettes envers la clientèle

	30.06.2014	31.12.2013
Comptes d'épargne à régime spécial		
- A vue	26 219	25 437
- A terme	8 397	8 028
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	270	1
Sous-total	34 886	33 466
Comptes à vue	43 137	42 633
Comptes et emprunts à terme	36 304	36 201
Pensions	1 399	166
Dettes rattachées	363	381
Sous-total	81 203	79 381
Total	116 089	112 847

NOTE 22 - Dettes représentées par un titre

	30.06.2014	31.12.2013
Bons de caisse	195	187
TMI & TCN	16 023	15 044
Emprunts obligataires	2 049	1 525
Dettes rattachées	73	68
Total	18 340	16 824

NOTE 23 - Compte de régularisation et passifs divers

	30.06.2014	31.12.2013
Comptes de régularisation passif		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	131	124
Comptes d'ajustement sur devises	7	16
Charges à payer	661	608
Produits constatés d'avance	450	462
Comptes de régularisation divers	4 495	4 155
Sous-total	5 744	5 365
Autres passifs		
Comptes de règlement s/opérations sur titres	110	91
Versements restant à effectuer sur titres	78	74
Créditeurs divers	1 254	1 041
Sous-total	1 442	1 206
Total	7 186	6 571

Les commentaires sont présentés note 13.

NOTE 24 - Provisions

	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	Clôture
Provisions pour risques de contrepartie						
Sur engagements par signature	94	18	0	(21)	(1)	90
Provision pour risque sur créances diverses	12	1	(3)	(2)	0	8
Sur engagements de financement et de garantie	0	0	0	0	1	1
Autres provisions pour risques de contrepartie	0	0	(0)	0	94	94
Provisions pour risques hors risques de contrepartie						
Provisions pour charges de retraite	200	2	(2)	0	14	214
Provisions pour litiges	21	2	(1)	(2)	(1)	19
Provision pour épargne logement	24	0	0	(3)	0	21
Provision pour impôt	31	2	(14)	(3)	14	30
Provisions pour éventualités diverses	269	5	(3)	(4)	2	269
Autres provisions (1)	298	26	7	(8)	(15)	308
Total	949	56	(16)	(43)	108	1 054

(1) Les autres provisions comprennent notamment des provisions sur des GIE à hauteur de 277 millions d'euros.

Note 24a - Engagements de retraite et avantages similaires

	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations (1)	Clôture
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite					
Indemnités de fin de carrière	104	(0)	(0)	14	118
Compléments de retraite	44	2	(2)	0	44
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	34	0	0	0	34
Sous-total	182	2	(2)	14	196
Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite					
Provision de l'insuffisance de réserve des caisses de retraite (2)	18	0	0	0	18
Sous-total	18	0	0	0	18
Total	200	2	(2)	14	214

(1) Les autres variations résultent de l'évolution du taux d'actualisation IBOXX de 3% au 31 décembre 2013 à 2.4% au 30 juin 2014.

(2) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite sont relatives aux entités situées à l'étranger.

NOTE 25 - Dettes subordonnées

	30.06.2014	31.12.2013
Dettes subordonnées	97	97
Emprunts participatifs	153	152
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1 607	1 607
Autres dettes	446	444
Dettes rattachées	7	11
Total	2 310	2 311

Dettes subordonnées représentant plus de 10% du total des dettes subordonnées au 30.06.2014

Emetteurs	Date d'émission	Montant d'émission	Devise	Taux	Échéance	Possibilité de remboursement anticipé	Conditions d'un remboursement anticipé
TSR	30.09.03	350 M\$	USD	a	30.09.2015		
Emprunt participatif	28.05.85	137 M€	EUR	b	c		
Titres super subordonnés	30.06.06	400 M€	EUR	d			
Titres super subordonnés	30.06.06	1 100 M€	EUR	e			

a Taux Libor USD 6 mois + 55 points de base

b Minimum 85% (TAM+TMO)/2 Maximum 130% (TAM+TMO)/2

c Non amortissable, mais remboursable au gré de l'emprunteur à compter du 28.05.1997 à 130% du nominal revalorisé de 1,5% par an pour les années ultérieures

d Taux Euribor 6 mois + 167 points de base

e Taux Euribor 6 mois + 107 points de base les dix premières années, puis de Euribor 6 mois + 207 points de base

a, d et e : souscrits par les entités mère, la BFCM et la CFCM

Le paiement du coupon des titres super subordonnés (TSS) ne peut être suspendu que dans des situations prédéfinies qui ne sont pas à la discrétion de l'émetteur. Ils sont des instruments financiers de passif.

NOTE 26a - Gains ou pertes latents ou différés

	30.06.2014	31.12.2013
Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :		
Ecart de conversion	31	21
Actifs disponibles à la vente :		
- Actions	107	86
- Obligations	(99)	(189)
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies	(50)	(44)
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	(1)	(11)
Biens immobiliers (IAS 16)		
Quote part des gains ou pertes latents des sociétés mises en équivalence	195	125
Total	183	(12)
Gains ou pertes latents ou différés		
Part du groupe	173	(22)
Part des intérêts minoritaires	10	10
Total	183	(12)

* Soldes net d'impôt.

NOTE 26b - Informations complémentaires relatives aux variations des gains ou pertes latents ou différés

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30.06.2014	31.12.2013
Ecart de conversion		
Reclassement vers le résultat		
Autres mouvements	10	(18)
Sous-total	10	(18)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Reclassement vers le résultat	15	37
Autres mouvements	96	197
Sous-total	111	234
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Reclassement vers le résultat	0	(6)
Autres mouvements	10	15
Sous-total	10	9
Réévaluation des immobilisations	0	0
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	(6)	8
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises mises en équivalence	70	5
Total	195	238

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30.06.2014			31.12.2013		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Ecart de conversion	10		10	(18)		(18)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	155	(44)	111	350	(116)	234
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	13	(3)	10	12	(3)	9
Réévaluations des immobilisations			0			0
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	(13)	7	(6)	8	0	8
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entreprises mises en équival	70		70	5		5
Total des variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	235	(40)	195	357	(119)	238

NOTE 27 - Engagements donnés et reçus

	30.06.2014	31.12.2013
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	555	642
Engagements en faveur de la clientèle	25 684	25 836
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	1 271	1 491
Engagements d'ordre de la clientèle	12 447	12 694
	30.06.2014	31.12.2013
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit	6 252	6 487
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	30 079	30 007

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 28 - Intérêts et produits/charges assimilés

	30.06.2014		30.06.2013	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit & banques centrales	268	(508)	313	(393)
Clientèle	3 459	(1 844)	3 473	(1 965)
- Dont location financement	1 341	(1 192)	1 328	(1 175)
Actifs/Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0		0	
Instruments dérivés de couverture	35	(124)	18	(140)
Actifs financiers disponibles à la vente	111		83	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1		1	
Dettes représentées par un titre		(93)		(99)
Dettes subordonnées		(9)		(27)
Total	3 874	(2 578)	3 888	(2 624)

NOTE 29 - Commissions

	30.06.2014		30.06.2013	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	2	(2)	2	(1)
Clientèle	407	(5)	409	(4)
Titres	241	(13)	238	(15)
Instruments dérivés	1	(3)	1	(2)
Change	8	(1)	10	(1)
Engagements de financement et de garantie	3	(6)	3	(6)
Prestations de services	454	(204)	461	(209)
Total	1 116	(234)	1 124	(238)

	30.06.2014	30.06.2013
Commissions sur actifs et passifs financiers qui ne sont pas en juste valeur par résultat (incluant les comptes à vue)	429	432
Commissions de gestion pour compte de tiers	204	204

NOTE 30 - Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2014	30.06.2013
Instruments de transaction	(23)	(111)
Instruments à la juste valeur sur option (1)	119	65
Inefficacité des couvertures	(10)	2
Résultat de change	16	13
Total des variations de juste valeur	102	(31)

(1) dont 105 millions d'euros provenant de l'activité de capital développement.

NOTE 30a - Inefficacité des couvertures

	30.06.2014	30.06.2013
Variation de juste valeur des éléments couverts	434	(851)
Variation de juste valeur des couvertures	(444)	853
Total de l'inefficacité des couvertures	(10)	2

NOTE 31 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2014				30.06.2013			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		13	0	13		95	0	95
Actions et autres titres à revenu variable	3	1	0	4	1	1	0	2
Titres immobilisés	22	(5)	(2)	15	28	43	0	71
Autres	0	0	0	0	0	1	0	1
Total	25	9	(2)	32	29	140	0	169

NOTE 32 - Produits/charges des autres activités

	30.06.2014	30.06.2013
Produits des autres activités		
Immeubles de placement	0	0
Charges refacturées	12	11
Autres produits	44	51
Sous-total	56	62
Charges des autres activités		
Immeubles de placement	(1)	(1)
Autres charges	(63)	(51)
Sous-total	(64)	(52)
Total	(8)	10

NOTE 33 - Charges générales d'exploitation

	30.06.2014	30.06.2013
Charges de personnel	(870)	(893)
Autres charges	(576)	(565)
Total	(1 446)	(1 458)

NOTE 33a - Charges de personnel

	30.06.2014	30.06.2013
Salaires et traitements	(525)	(527)
Charges sociales (1)	(225)	(236)
Intéressement et participation des salariés	(42)	(46)
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	(78)	(84)
Autres	0	0
Total	(870)	(893)

(1) dont un produit de 11 millions d'euros au titre du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Ce montant correspond à 6% des salaires éligibles au dispositif au 30 juin 2014.

NOTE 33b - Effectifs moyens (en équivalent temps plein)

	30.06.2014	30.06.2013
Techniciens de la banque	10 964	11 353
Cadres	8 961	8 978
Total	19 925	20 331
Ventilation par pays		
France	18 416	18 825
Etranger	1 509	1 506
Total	19 925	20 331

NOTE 33c - Autres charges administratives

	30.06.2014	30.06.2013
Impôts et taxes	(97)	(95)
Services extérieurs	(489)	(480)
Refacturation de charges	10	11
Autres charges diverses	(0)	(1)
Total	(576)	(565)

NOTE 34 - Dotations/reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

	30.06.2014	30.06.2013
Amortissements :		
Immobilisations corporelles	(68)	(70)
Immobilisations incorporelles	(12)	(10)
Dépréciations :		
Immobilisations corporelles	0	0
Immobilisations incorporelles	(0)	0
Total	(80)	(80)

NOTE 35 - Coût du risque

	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Total	30.06.2013
Etablissements de crédit	(0)	54	0	(0)	0	54	17
Clientèle							
- Location financement	(3)	3	(2)	(1)	0	(3)	(2)
- Autres clientèle	(334)	329	(118)	(12)	11	(124)	(132)
Sous-total	(337)	386	(120)	(13)	11	(73)	(117)
Actifs détenus jusqu'à maturité	0	2	0	0	0	2	(3)
Actifs disponibles à la vente	(4)	1	(3)	(10)	4	(12)	(17)
Autres dont engagements de financement et de garantie	(19)	26	(3)	(0)	0	4	(8)
Total	(360)	415	(126)	(23)	15	(79)	(145)

NOTE 36 - Gains ou pertes nets sur autres actifs

	30.06.2014	30.06.2013
Immobilisations corporelles & incorporelles		
Moins-values de cession	(1)	(1)
Plus-values de cession	1	2
Total	0	1

NOTE 37 - Impôt sur les bénéfices

	30.06.2014	30.06.2013
Charges d'impôt exigible	(112)	(170)
Charges et produits d'impôt différé	(16)	(31)
Ajustements au titre des exercices antérieurs	0	0
Total	(128)	(201)

Dont (90) millions d'euros au titres des sociétés situées en France et (38) millions d'euros pour les sociétés hors France.

NOTE 38 - Résultat par action

	30.06.2014	30.06.2013
Résultat net part du Groupe	691	419
Nombre d'actions à l'ouverture	37 797 752	37 797 752
Nombre d'actions à la clôture	37 797 752	37 797 752
Nombre moyen pondéré d'actions	37 797 752	37 797 752
Résultat de base par action en euros	18,27	11,08
Nombre moyen pondéré d'actions susceptibles d'être émises	0	0
Résultat dilué par action en euros	18,27	11,08

Le capital social du CIC est de 608.439.888 euros, divisé en 38.027.493 actions de 16 euros de nominal, dont 229.741 titres auto-détenus.

NOTE 39 - Encours des opérations réalisées avec les parties liées

	30.06.2014		31.12.2013	
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère
Actif				
Prêts, avances et titres				
- Prêts et créances sur les établissements de crédit (1)	0	14 288	0	17 659
- Prêts et créances sur la clientèle	3	25	0	25
- Titres	0	0	0	15
Actifs divers	3	45	3	49
Total	6	14 358	3	17 748
Passif				
Dépôts				
- Dettes envers les établissements de crédit	0	48 792	0	45 321
- Dettes envers la clientèle	261	60	259	54
Dettes représentées par un titre	540	0	551	0
Dettes subordonnées	0	2 115	0	2 114
Passifs divers	0	16	0	18
Total	801	50 983	810	47 507
Engagements de financement et de garantie				
Engagements de financement donnés	0	9	0	9
Engagements de garantie donnés	0	67	0	80
Engagements de financement reçus	0	5 950	0	5 950
Engagements de garantie reçus	0	2 462	0	2 361
(1) dont un PSDI de 750 millions d'euros avec la BFCM				

Eléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	30.06.2014		30.06.2013	
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprise mère
Intérêts reçus	0	89	0	100
Intérêts versés	(3)	(273)	(2)	(258)
Commissions reçues	196	9	187	13
Commissions versées	0	(57)	0	(63)
Autres produits et charges	51	91	50	81
Frais généraux	(28)	(172)	(31)	(171)
Total	216	(314)	204	(298)

L'entreprise mère est constituée de la BFCM, actionnaire majoritaire du CIC, de la caisse fédérale de crédit mutuel (CFCM), entité contrôlant la BFCM et de toutes leurs filiales.

Les relations avec l'entreprise mère sont principalement composées de prêts et emprunts dans le cadre de la gestion de la trésorerie, la BFCM étant l'organisme de refinancement du groupe et des prestations informatiques facturées avec les entités Euro-Information.

Les entreprises consolidées par la méthode de mise en équivalence sont CM-CIC Asset Management et le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel

Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

Crédit Industriel et Commercial

CIC

Période du 1er janvier au 30 juin 2014

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de 2.510.460

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Crédit Industriel et Commercial CIC

Période du 1er janvier au 30 juin 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés du CIC, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

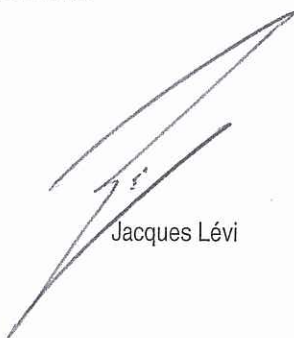
Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 31 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'A. Hussherr'.

Agnès Hussherr

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Lévi'.

Jacques Lévi

ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'O. Durand'.

Olivier Durand

7- Documents accessibles au public

Documents accessibles au public

Sur le site cic.fr, rubrique « actionnaires et investisseurs »

Sur le site de l'AMF.

Responsables de l'information

Hervé Bressan – directeur financier

Téléphone : 01 45 96 81 90

herve.bressan@cic.fr

Frédéric Monot – responsable de la communication

Téléphone : 01 44 01 11 97

frederic.monot@cic.fr